

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 14/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LES ATELIERS DE NOYON

11 Chemin d'Hesdin
60400 Noyon

Références : IC-R/086/25-AP/SF
Code AIOT : 0005101430

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 dans l'établissement LES ATELIERS DE NOYON implanté 11 Chemin d'Hesdin 60400 Noyon. L'inspection a été annoncée le 05/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES ATELIERS DE NOYON
- 11 Chemin d'Hesdin 60400 Noyon
- Code AIOT : 0005101430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Les Ateliers de Noyon est spécialisée dans le traitement de surface et le travail de l'acier pour la fabrication de mobiliers métalliques : caissons à roulettes, cloisons de séparation et mobilier de bureau.

Le fonctionnement de ces installations est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 juillet 2005 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 septembre 2009.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1 | Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE | Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article annexe I , art I.1 | Sans objet |
| 2 | Surveillance des émissions | Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 2 | Sans objet |
| 3 | Surveillance des émissions | AP Complémentaire du 04/09/2009, article article 4 | Sans objet |
| 4 | Surveillance des émissions | AP Complémentaire du 04/09/2009, article article 6.2 | Sans objet |
| 5 | Surveillance des émissions | AP Complémentaire du 09/11/2017, article 4.1 | Sans objet |
| 6 | Surveillance des émissions | AP Complémentaire du 09/11/2017, article article 4.2 | Sans objet |
| 7 | Surveillance pérenne | AP Complémentaire du 09/11/2017, article 3 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a respecté les prescriptions qui lui sont applicables.

Les prescriptions concernant les rejets aqueux industrielles devront être supprimées puisqu'il n'y a plus de rejets aqueux dans la STEP urbaine.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article annexe I , art I.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Classification de l'installation contrôlée |
| Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe 1 : Nomenclature et rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement. |
| Constats : La dernière mise à jour du tableau de classement date de 2021. |

L'inspection des installations classées a constaté que le tableau de classement n'a pas été modifié depuis la dernière mise à jour.

Le tableau de classement actuel est joint en annexe.

Cette prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des émissions

Prescription contrôlée :

Afin de maîtriser les émissions des ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant met en œuvre sous sa responsabilité, un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

Constats :

Par mail du 7 mars 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le dernier rapport de mesures des rejets atmosphériques réalisé par DEKRA datant du 23 juillet 2024 (réf. rapport n° 140955732401R001 - vérification réalisée le 23/07/2024).

Le bureau d'études a mesuré le flux moyen en COVT, CH₄, COV NM, NO_x et la quantité de poussières rejetées au niveau des deux tunnels séchoir, de la sortie tunnel peinture, des TTS (traitement de surface) et de la chaudière process TTS.

Le rapport conclut que les résultats sont conformes :

- respect des VLE pour le paramètre "poussières" au niveau des deux tunnels séchoir, de la sortie tunnel peinture, des TTS (traitement de surface) et de la chaudière process TTS ;
- flux moyen en COVnM inférieur à la VLE pour les tunnels et l'installation de traitement de surface ;
- concentration en NOx inférieure à la VLE pour la chaudière.

Concernant les eaux pluviales et les eaux domestiques, l'exploitant a déclaré qu'elles sont récupérées via un réseau séparatif puis évacuées vers le réseau de la ville.

Les autres rejets aqueux sont directement récupérés et évacués vers une filière de retraitement. Cela concerne :

- les eaux résiduaires issues de la chaudière process ;
- les eaux issues du nettoyage des tunnels ;
- les eaux des bains de TTS (traitement de surface) ;
- les boues.

L'exploitant a déclaré que la société ORTEC est intervenue le 12 août 2024 pour le nettoyage, le décapage, la vidange et le détartrage des bains. Cette intervention est réalisée tous les 2 ou 3 ans, mais elle n'a pas été faite par l'ancien exploitant MAJENCIA, ni à la reprise du site par les ATELIERS DE NOYON / PIERRE HENRY puisque l'activité était en phase de redémarrage.

Par mail du 10 mars 2025, l'exploitant a transmis les bordereaux de suivi de déchets (BSD) concernant le retraitement des bains réalisé le 12 août 2024.

Cette prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2009, article article 4

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des émissions

Prescription contrôlée :

Ces informations font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre en ce qui concerne l'autosurveillance assurée par l'exploitant sur les eaux résiduaires après épuration avant rejet vers le milieu récepteur :

| <u>Paramètres surveillés</u> | <u>Fréquence de mesure - Sortie station</u> |
|------------------------------|---|
| Débit | Hebdomadaire |
| MES | Trimestrielle |
| DCO | Trimestrielle |
| DBO ₅ | Trimestrielle |
| Azote global | Trimestrielle |
| Phosphore | Trimestrielle |

Les mesures effectuées sont représentatives, c'est-à-dire constituées par un prélèvement moyen 24 heures réalisé proportionnellement au débit de rejet.

Toutes les mesures sont effectuées suivant des méthodes normalisées et les normes en vigueur.

Afin de s'assurer du bon fonctionnement de son auto-surveillance, l'exploitant doit faire procéder, au mois une fois par an, à une campagne d'analyses des paramètres susvisés par un organisme agréé.

Constats :

L'exploitant a déclaré qu'il n'y a plus d'eaux de process rejetées dans le milieu aquatique, puisque celles-ci sont maintenant évacuées en centre de traitement.

L'exploitant n'est donc plus concerné par cette prescription.

Par ailleurs, l'exploitant s'engage à faire réaliser une campagne d'analyse sur les rejets des eaux domestiques et des eaux pluviales au moins une fois par an.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2009, article article 6.2

Thème(s) : Produits chimiques, Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance.

Prescription contrôlée :

Les résultats des mesures réglementaires du mois N sont saisis sur le site de télédéclaration (GIDAF) du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet et sont transmis par voie électronique avant la fin du mois N+1, avec les commentaires utiles sur les éventuels écarts par rapport aux valeurs limites et sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, dans les champs prévus à cet effet par le logiciel.

Si l'exploitant n'utilise pas la transmissions électronique via le site GIDAF susvisé, il est tenu dans ce cas, de transmettre par écrit avant le 5 du mois N+1 à l'inspection des installations classées, un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses réglementairement imposés du mois N. Ce rapport devra être traité au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts) et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Constats :

L'exploitant a déclaré qu'il n'y a plus d'eaux de process rejetées dans le milieu aquatique, puisque celles-ci sont évacuées en centre de traitement.

La télédéclaration GIDAF n'est donc plus demandée à l'exploitant.

L'exploitant n'est donc plus concerné par cette prescription.

Observation : l'autorisation et la convention de rejet dont dispose l'exploitant, sont encore au nom de l'ancien exploitant : MAJENCIA.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher du gestionnaire du réseau de traitement des eaux communal, afin de remettre à jour son autorisation et sa convention de déversement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/11/2017, article 4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des mesures réalisés en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis dans le mois suivant ces mesures, sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (GIDAF)</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'il n'y a plus d'eaux de process rejetées dans le milieu naturel, puisque celles-ci sont évacuées en centre de traitement.</p> <p>La télédéclaration GIDAF n'est donc plus demandée à l'exploitant.</p> <p>Cette prescription n'est plus applicable.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Surveillance des émissions

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/11/2017, article article 4.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle des émissions polluantes</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les substances faisant l'objet de la surveillance pérenne décrite à l'article 3 du présent arrêté doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (déclaration GERE). Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance prévues à l'article 3 du présent arrêté ou par toute autre méthode plus précise validée par les services de l'inspection.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant utilise de la peinture en poudre, il n'y a donc pas d'émission de solvant.</p> <p>De plus, les chutes de tôle sont récupérées et recyclées.</p> <p>La déclaration GERE n'est pas demandée à l'exploitant.</p> |

Cette prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance pérenne

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/11/2017, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance pérenne

Prescription contrôlée :

Surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

| <u>Nom du rejet</u> | <u>Substance</u> | <u>Périodicité</u> | <u>Durée de chaque prélèvement</u> | <u>Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/L</u> |
|-------------------------------|---|--|---|--|
| Rejet EU dans STEP urbaine | Cadmium et ses composés Code SANDRE 1388 Trichloroéthylène Code SANDRE 1286 Tétrachloroéthylène Code SANDRE 1272 | 1 mesure par trimestre (la périodicité peut être adaptée sur justification de l'exploitant) | 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation | (source : annexe 5.2 de la circulaire du 5/01/2009) |

Les limites de quantification pour l'analyse des substances doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Les paramètres de suivi DCO et MES sont également prélevés et analysés selon les mêmes modalités.

Constats :

L'exploitant ne rejette plus d'effluents industriels dans la STEP Urbaine.

Il n'est plus soumis au dispositif RSDE.

Les dispositions de l'APC du 09/11/2017 ne lui sont plus opposables. Elles pourront être abrogées dans le cadre de la rédaction prévue d'un AP autoportant.

Type de suites proposées : Sans suite